

Droite et gauche n'envisagent pas de covoiturer...



Les cinq départements de la Bretagne historique, ainsi que les métropoles travaillent à une plate-forme commune sur le net pour faciliter le covoiturage. - Crédit Thierry Creux.

Les élus du Département étudient le budget 2017. Pas de hausse d'impôt pour cette année mais la séance met toujours en exergue le clivage droite gauche.

L'impôt sur le foncier bâti ne bouge pas. Alors qu'avant Noël, on parlait d'une possible augmentation de la fiscalité (comme l'an passé), la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) ne servira pas de variable à la gauche, cette année. Les élus du Département aborderont la question aujourd'hui, mais d'ores et déjà, la majorité l'a fait savoir depuis une semaine. Ce qui a désamorcé la charge que se préparait à donner la droite. Elle a donc cherché d'autres angles d'attaques lors de cette première journée de session du budget. Elle en a trouvé.

20 millions d'économies ?

Si la majorité n'augmente pas l'impôt, malgré les baisses de dotations de l'État, c'est aussi parce qu'elle fait 20 millions d'économies. Mais, où donc demande avec insistance Maël de Calan (LR) et ses colistiers ? « **Les Finistériens ont quand même le droit de savoir où vous faites des économies ? Où sont les arbitrages**

pour que nous puissions lire en creux vos politiques ? » Saisissant d'une main le rapport de la séance plénière, 827 pages, il provoque : « **Il y a là la manifestation d'une collectivité qui se noie dans la bureaucratie.** » Le gros rapport fait office d'épouvantail.

La présidente, Nathalie Sarrabezolles (PS), lui répond : « **Vous obtenez toutes ces données en commission, lorsque nous abordons ligne par ligne le budget. Ce rapport sert au débat sur le budget. Nous devons travailler sur le fond qui mérite le maximum d'informations. Que l'on soit critique, oui. Mais dire que l'on s'ennuie à lire le rapport du budget, je ne peux l'accepter.** »

La plate-forme de covoiturage sur internet

Les cinq départements de la Bretagne historique, ainsi que les métropoles travaillent à une plate-forme commune sur le net pour faciliter le covoiturage. Le coût global du projet atteint 380 000 € pour l'ensemble des partenaires. La droite trouve idiot de venir concurrencer le privé, cite l'entreprise BlaBlaCar qui occupe déjà le créneau. Didier Le Gac (PS, macroniste), défend le projet : « **Nous sommes sur des courts trajets alors que BlaBlaCar fonctionne sur de longs déplacements. Nous travaillons sur les trajets domicile travail. C'est un gros enjeu pour désengorger les routes. Là où BlaBlaCar n'ira jamais, il y a une part de solidarité pour accompagner les plus précaires.** »

Téléphone en main, Maël de Calan donne plusieurs exemples de déplacements locaux immédiats entre Quimper et Brest ou Quimper et Châteaulin. « **BlaBlaCar fait aussi des petits trajets. Une plate-forme publique d'ampleur régionale, sans investissements majeurs, ne pourra pas fonctionner. On jette 380 000 € par la fenêtre.** » Alors, tentons l'expérience et cherchons sur « BlaBlaCar » pour un trajet Concarneau à Riec ? Rien. Douarnenez à Crozon ? Rien. C'est peut-être le mauvais jour.

Clivage

En fait les collectivités bossent depuis trois ans sur la question, précise Armelle Huruguen (PS). 13 000 personnes étaient déjà abonnées au site du Département pour ce qui est du covoiturage. La Quimpéroise ajoute : « **Le modèle économique de BlaBlaCar n'est pas stabilisé. Il est payant en France et en Espagne, gratuit ailleurs. Leur idée est bien d'obtenir les données des collectivités, données qui ont de la valeur.** » Le débat se cristallise. Droite et gauche existent bel et bien. Didier Guillon (LR) synthétise : « **Dans quelque temps le Département fera aussi le concurrent d'Amazon !** » Marie Gueye interpelle l'opposition : « **Mais que voulez-vous ? La plate-forme BlaBlaCar ou une plate-forme régionale associative ?** »

À l'heure de Macron, un vrai clivage droite gauche ? Pourtant, les cinq projets emblématiques du conseil départemental ont été votés à l'unanimité.

Christian GOUEROU.

Huit candidats sur 54 élus...

Billet

Une partie des élus a-t-elle déjà la tête ailleurs ? Rendez-vous compte, sur les 54 conseillers départementaux, au moins huit sont déjà des candidats déclarés - ou en puissance - à l'élection législative de juin. À droite, quatre élus ont déjà pris place sur la ligne de départ : Didier Guillon (LR) pour Douarnenez-Pont-l'Abbé, Véronique Bourbigot (LR) à Brest centre, Marguerite Lamour (LR) à Brest rural, et bien sûr Maël de Calan (LR) à Morlaix. À gauche, deux candidats sont aussi bien identifiés : Christian Troadec, candidat régionaliste à Châteaulin-Carhaix et Michael Quernez (PS) à Quimperlé-Concarneau. Et puis, il y a les candidatures non déclarées comme celle de Didier Le Gac (PS), pro Macron, qui pourrait concourir à Brest rural, et Corinne Nicole (régionaliste) qui annoncera bientôt sa participation au scrutin législatif de Morlaix.

En cas de victoire et ils peuvent y rêver, plusieurs de ces élu(e) s, (Didier Le Gac, Marguerite Lamour, Christian Troadec et Michaël Quernez), devraient abandonner leur mandat de maire et le mandat de vice-président de l'assemblée départementale. Mais, ils pourraient rester conseillers départementaux de base... La question du cumul des mandats, un par personne, on en reparlera peut-être dans la prochaine législature.

Alors, imaginez un peu que les quatre candidats de droite soient demain à la fois conseillers départementaux et députés ! D'un coup, l'opposition prendrait encore un peu plus de poids, genre 38 tonnes de politique face à l'exécutif départemental. Imaginez (tout est possible) que l'assemblée compte un ou une député (e) macroniste ou régionaliste, genre objet politique insaisissable ? On entendrait voler les doux mots d'amour entre des élus tendance Benoît Hamon et des partisans de Macron.

C.G.

Ils ont dit

Nathalie Sarrabezolles (PS), présidente du Département. « L'industrie dans notre Région « reprend des couleurs, portée par l'innovation et les nouvelles technologies » nous dit Jean-François Garrec, président de la CCI Bretagne. L'agroalimentaire conserve sa première place en France et en Europe : 20 milliards de chiffre d'affaires annuel, soit 12 % de la production nationale, dont 4 milliards à l'export. Notre département est attractif : nous avons reçu sept millions de visiteurs et visiteuses, le nombre d'étudiants a progressé. Brest est en première place des ports scientifiques français devant Nantes, Bordeaux ou Marseille. Deux des trois premières entreprises exportatrices bretonnes se situent dans le Finistère, comme le premier festival de musique, 48 000 navires passent chaque année dans le rail d'Ouessant... »

Maël de Calan : « Vous nous proposez de voter près de 130 millions d'investissement ce qui n'est pas une paille, mais ces dépenses sont en baisse

année après année. Le Département investit moins que des départements de taille comparable (136 € par habitant contre 158 €). Surtout des besoins essentiels d'investissement ne sont pas couverts - je pense en particulier au réseau routier qui se dégrade. »

Christian Troadec : « Je formule le souhait que, sur les différents bancs de cette assemblée, l'esprit régionaliste pénètre les consciences à la veille d'échéances électorales importantes. »